

Kohnert, Dirk

Preprint

Analyse comparative de la performance des missions de maintien de la paix de l'UE et de l'UA en Afrique subsaharienne

Suggested Citation: Kohnert, Dirk (2023) : Analyse comparative de la performance des missions de maintien de la paix de l'UE et de l'UA en Afrique subsaharienne, Zenodo, Genève,
<https://doi.org/10.5281/zenodo.8424763> ,
<https://zenodo.org/records/8424763>

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/300916>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.



<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Analyse comparative de la performance des missions de maintien de la paix de l'UE et de l'UA en Afrique subsaharienne

Dirk Kohnert ¹

*Un paradoxe africain :
Intervenir dans les guerres étrangères tout en ignorant les troubles locaux*



Source: © Heni, addisfortune.news, 20 mai 2023

Résumé : L'Afrique est confrontée à certains des conflits les plus violents et brutaux du monde. Les missions de maintien de la paix jouent un rôle crucial dans la préservation de la stabilité et de la sécurité dans les régions en proie à des conflits, en particulier en Afrique subsaharienne. L'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) contribuent toutes deux aux efforts de maintien de la paix dans cette région. L'UA dirige des missions de maintien de la paix grâce à son Conseil de paix et de sécurité (CPS) et conformément à l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). L'APSA repose sur de nombreux partenariats internationaux, mais l'UA n'a pas encore atteint l'autonomie totale. Cependant, elle bénéficie d'un avantage par rapport à l'UE et à l'OTAN, car elle peut prendre des décisions à la majorité, ce qui rend le processus décisionnel plus flexible. Les raisons de l'intervention sont souvent ambiguës, impliquant souvent à la fois des intérêts nationaux étroits et une dimension humanitaire. Les organisations de sécurité régionales et sous-régionales africaines ont souvent privilégié le « renforcement de la souveraineté » des États-nations plutôt que leur responsabilité de protection. De plus, les capacités opérationnelles de l'UA sont limitées, elle est insuffisamment intégrée aux efforts civils de gestion des conflits, et elle n'a pas réussi à intervenir de manière décisive dans les conflits armés les plus graves actuellement en cours sur le continent. En fin de compte, la capacité de l'UA à mettre fin aux conflits en Afrique a produit des résultats mitigés. A ce jour, l'APSA ne constitue pas une solution africaine aux problèmes du continent, mais plutôt une série de réponses internationales hybrides aux défis de sécurité transnationaux auxquels il est confronté. En outre, l'UA a eu du mal à établir une mémoire institutionnelle de base sur ses opérations de maintien de la paix, sans parler de systématiser l'apprentissage qui en découle. En plus de l'UA, l'UE est également engagée dans la coopération interrégionale en matière de paix et de sécurité en Afrique. Il existe un lien direct entre l'UE et l'UA à travers la Stratégie commune Afrique-UE. L'UE a mené des missions de maintien de la paix dans le cadre de sa Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), en coopération fréquente avec d'autres organisations internationales telles que les Nations Unies. Parmi les exemples de missions de maintien de la paix de l'UE en Afrique figurent le Mali, la République centrafricaine et la Somalie. Alors que l'UE dispose de ressources plus importantes et de partenariats internationaux, l'UA jouit d'une légitimité et d'une appropriation régionale. Cependant, il est essentiel que l'UE et l'ONU continuent de promouvoir des « solutions africaines aux problèmes africains ». Malheureusement, la Facilité européenne pour la paix (FEP), créée en mars 2021, semble être un instrument potentiellement instable entre les mains de l'UE. Elle est en passe de devenir l'instrument de financement le plus important de l'UE pour les activités militaires en dehors de l'UE. Initialement déployée pour soutenir l'Union africaine et le Mozambique, de nombreuses décisions hâtives aux conséquences potentiellement graves sont prises. Au lieu de stabiliser les situations, l'EPF pourrait renforcer les régimes autoritaires et alimenter les conflits, en particulier s'il est utilisé en Afrique.

Mots clés : UA, APSA, UE, maintien de la paix, FEP, PESC, Françafrique, CEDEAO, coup d'État, gouvernance, développement durable, postcolonialisme, secteur informel, APD, Politique de sécurité et de défense commune, Conseil de paix et de sécurité, Afrique subsaharienne, Mali, République Centrafricaine, Niger, Somalie, Nigeria, Rwanda, Études africaines

JEL-Code: D31, D62, D72, D74, E26, F22, F35, F51, F52, F53, F54, F55, H12, H56, N47, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](https://giga-institute.org). Projet: 11 Octobre 2023

1. Introduction

Caricature 2: [Cyril Ramaphosa](#) et d'autres dirigeants africains flattent [Poutine](#) au 2^e sommet Russie-Afrique 2023



Source: © [Zapiro](#), [Daily Maverick](#), 25 Juillet 2023

Fin juillet 2023, lors du deuxième [sommet Russie-Afrique de 2023](#) à [Saint-Pétersbourg](#), des hommes d'État africains ont fait une tentative audacieuse de médiation dans la [guerre russo-ukrainienne](#) en cours. Les dirigeants africains présents avaient déjà présenté leur plan de paix à [Poutine](#) un mois plus tôt. Il comprenait plusieurs mesures visant à désamorcer le conflit, notamment le retrait russe [d'Ukraine](#), le retrait des armes nucléaires tactiques russes de [Biélorussie](#), la suspension du mandat d'arrêt de la [Cour pénale internationale](#) contre [Vladimir Poutine](#) et l'assouplissement des [sanctions occidentales contre la Russie](#) (DW, 2023).

Mais l'[Afrique](#) était profondément divisée sur la question. Seuls, 17 des 54 chefs d'État africains ont participé au sommet, contre 43 lors du premier sommet en 2019, parmi lesquels les dirigeants des [Comores](#) (Président actuel de l'Union africaine ([UA](#))), de l'[Egypte](#), du [Sénégal](#), de l'[Afrique du Sud](#), de l'[Ouganda](#) et de la [Zambie](#). Cependant, la mission a échoué, sans surprise, notamment en raison de l'intérêt primordial des pays africains à mettre fin à la guerre et à garantir ainsi l'approvisionnement russe en céréales, en énergie et en équipements militaires. Il a également souligné l'incapacité non seulement des dirigeants africains, mais aussi des missions africaines de [maintien de la paix](#) en général, à résoudre les conflits de manière adéquate et à « faire taire les armes » en Afrique.

Caricature 3: Déférence diplomatique



Source: © [Brandan Reynolds](#), [Sunday Times](#), Johannesburg, 30 Juillet 2023

À une époque de changements géopolitiques majeurs, une offensive de charme internationale était en cours pour gagner le soutien des dirigeants africains désireux d'exploiter la situation et réticents à prendre parti face à [l'agression russe en Ukraine](#). [Moscou](#), [Pékin](#) et [Paris](#) figuraient parmi les principaux acteurs mondiaux prenant parti (Reynolds, 2023).

Cependant, les observateurs étrangers ont demandé : « où est la délégation africaine au Soudan ?! » Car deux mois plus tôt, un âpre conflit entre les [Forces armées soudanaises](#) (SAF) et les [Forces de soutien rapide](#) (RSF) avait fait des milliers de morts et déplacé quelque deux millions de personnes. Pourquoi une puissante délégation de dirigeants africains s'est-elle envolée pour résoudre une guerre en [Europe](#) alors que le [Soudan](#) était déchiré (Nzuki, 2023) ?

Ce n'est ni le premier ni le seul échec impardonnable de l'[UA](#) dans l'histoire. L'accent désuet mis par l'UA sur la [non-ingérence](#), souvent utilisé comme prétexte, était encore plus difficile à accepter dans ces circonstances. La [souveraineté](#) a trop souvent été invoquée pour empêcher les États membres de prendre des mesures décisives contre les violations des [droits de l'homme](#), sapant ainsi le devoir de protection consacré dans la [Charte africaine des droits de l'homme et des peuples](#) de 1986 (Editorial, (*Addis*) *Fortune*, 2023).

Contrairement aux efforts africains de maintien de la paix, l'[ONU](#) est considérée comme mieux placée pour mener des opérations de paix crédibles et efficaces en Afrique grâce à ses ressources et à son expérience. Depuis 1960, plus de trente [missions de maintien de la paix](#) de l'ONU ont été menées en Afrique, soit le plus grand nombre de toutes les régions. En fait, la moitié de la douzaine de missions de maintien de la paix de l'ONU dans le monde se déroule en Afrique. Ils sont actifs à [Abiyé](#), zone contestée par le [Soudan](#) et le [Soudan du Sud](#) ([UNISFA](#)), en [République centrafricaine](#) ([MINUSCA](#)), en [République démocratique du Congo](#) ([MONUSCO](#)), au [Mali](#) ([MINUSMA](#), terminée le 30 juin 2023), au [Soudan du Sud](#) ([MINUSS](#)) et [Sahara occidental](#) ([MINURSO](#)) (Klobucista & Renwick, 2021).

Caricature 4: L'efficacité discutable des casques bleus de l'ONU²...



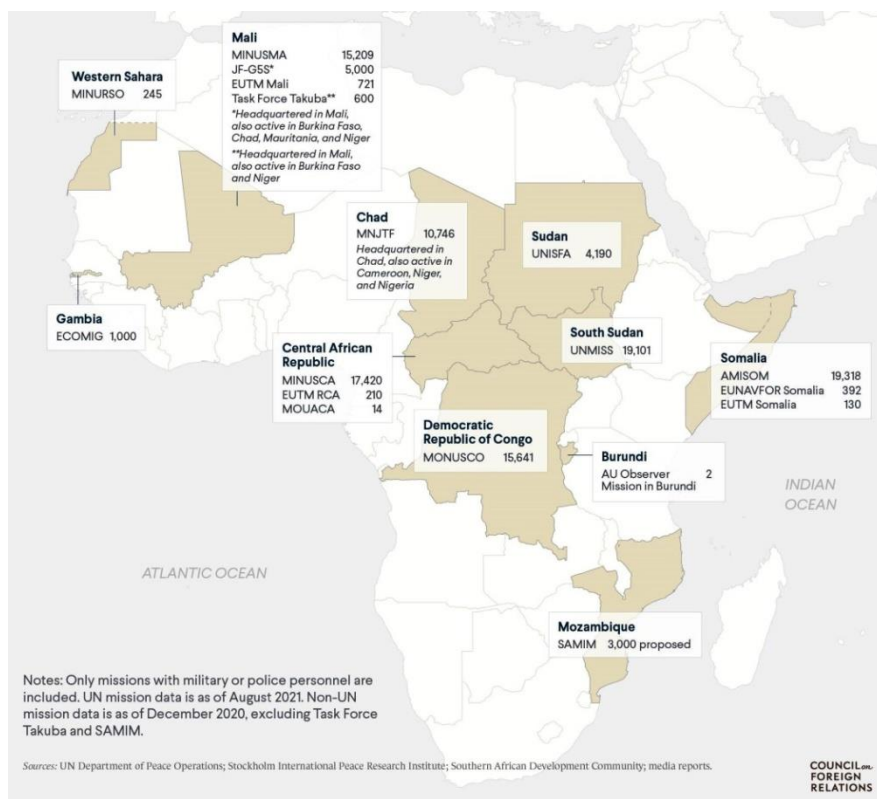
Source: © [Damien Glez](#), [toonpool.com](#), 13 Novembre 2018

À l'été 2021, le [Bangladesh](#), l'[Éthiopie](#) et le [Rwanda](#) étaient les principaux contributeurs de forces militaires et policières à ces missions. Parmi les autres fournisseurs de troupes africaines parmi les dix premiers figurent l'[Égypte](#), le [Sénégal](#), le [Maroc](#) et le [Tchad](#). Les [États-Unis](#), la [Chine](#) et le [Japon](#) étaient les principaux donateurs du [Département des opérations de paix des Nations Unies](#). Mais l'ONU ne peut pas toujours agir rapidement, ce qui ouvre une fenêtre d'opportunité théorique aux institutions africaines pour agir en tant que premiers intervenants rapides. Les soldats des forces de maintien de la paix ont été critiqués

² Bulle : « Merci. Grâce à vous la situation est dramatique. ... ?! ... Sans vous, la situation serait tragique... »

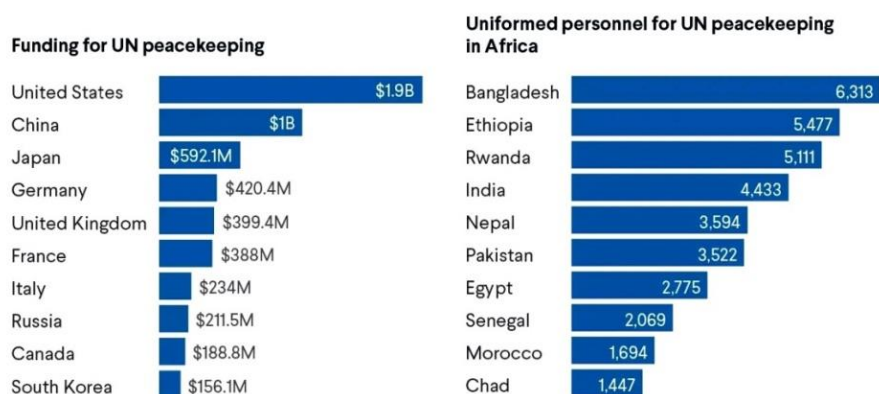
pour ne pas être intervenus à des moments critiques. Ils ont également été accusés d'avoir commis des violations des droits humains, notamment de nombreuses allégations d'abus et d'exploitation sexuels. Malheureusement, l'[UA](#) n'a pas encore su saisir cette opportunité (Klobucista & Renwick, 2021).

Graph 1: Grandes opérations multilatérales de paix et de sécurité en Afrique
Nombre de personnel en uniforme pour les missions onusiennes et non-onusiennes



Source: © graphic: Will Merrow, [Council on Foreign Relations](#), Klobucista & Renwick, 2021

Graph 2: Financement et personnel du maintien de la paix proviennent de différents pays.
Les dix principaux contributeurs en financement et en personnel



Note: Funding data is for 2020. Personnel data is the number deployed as of August 2021.

Sources: UN Department of Peacekeeping Operations; UN System Chief Executives Board for Coordination.

COUNCIL on
FOREIGN
RELATIONS

Source: © graphic: Will Merrow, [Council on Foreign Relations](#), Klobucista & Renwick, 2021

Mais les relations entre l'[ONU](#) et l'[UA](#) ont parfois été entravées par des conflits, une méfiance et des tensions considérables. Cela a souvent entravé la prévisibilité, la conduite et l'efficacité des opérations de paix. Une plus grande concentration sur les conditions de base et les facteurs ascendants, tels que les défis opérationnels et financiers spécifiques posés par les principales missions de l'UA au [Darfour](#), en [Somalie](#), au [Mali](#) et au [Soudan](#), ainsi que les différentes cultures organisationnelles et contraintes bureaucratiques dans lesquelles les deux organisations ont dû faire face pour fonctionner, aurait pu améliorer considérablement la prise de décision sur les réponses opérationnelles et la conduite des opérations de paix, tant au quartier général d'[Addis-Abeba](#) qu'à [New York](#) (Williams & Boutellis, 2014). Il en va de même pour les missions de paix de l'[UE](#) en Afrique qui, malgré leur capacité relative supérieure, ont réagi le plus souvent plus lentement que l'[UA](#), la [CEDEAO](#) et d'autres organisations régionales moins riches menant des opérations de paix similaires (Hardt, 2009).

2. Missions de maintien de la paix de l'UA

Caricature 5: *Unité africaine : y sommes-nous déjà ?*



Source: © [John Swanepoel & John Curtis](#), [Deutsche Welle](#) (DW) ³

L'Afrique est en proie à certains des conflits les plus brutaux et violents au monde. À mesure que la nature de la guerre change, la capacité des États à assurer la sécurité et la stabilité politique de leurs citoyens évolue également (Söderbaum et Tavares, 2011). Les relations entre les organisations régionales et multilatérales de maintien de la paix évoluent, mais en Afrique, les premières deviennent de plus en plus importantes. Par rapport à l'[UE](#) et à l'[OTAN](#), l'[UA](#) a l'avantage du vote majoritaire. Cela rend le processus de prise de décision plus flexible (Freire & Lopes & Nascimento, 2016).

Les raisons d'une intervention sont souvent ambiguës, même si elles peuvent inclure à la fois des intérêts nationaux étroits et des ambitions humanitaires. Les organisations de sécurité régionales et sous-régionales d'Afrique s'intéressent davantage au « renforcement de la souveraineté » qu'à la « responsabilité de protéger », inscrite dans la [Charte africaine des](#)

³ Le dessin animé « *Est-ce qu'on y est déjà ?* » a été créé par les artistes sud-africains John Swanepoel et John Curtis, connus dans leur pays d'origine sous le nom de "[Dr Jack & Curtis](#)". Ils ont remporté le premier prix du concours de dessins animés 2013 organisé par le réseau allemand des journalistes du tiers-monde. Le thème du concours mondial : 50 ans d'unité africaine (1963-2013). (Braun; Maja (2013): [Zum 50. Geburtstag: Die Afrikanische Union als Karikatur](#). [Deutsche Welle](#) (DW), 25 mai 2013; Image: DWJN).

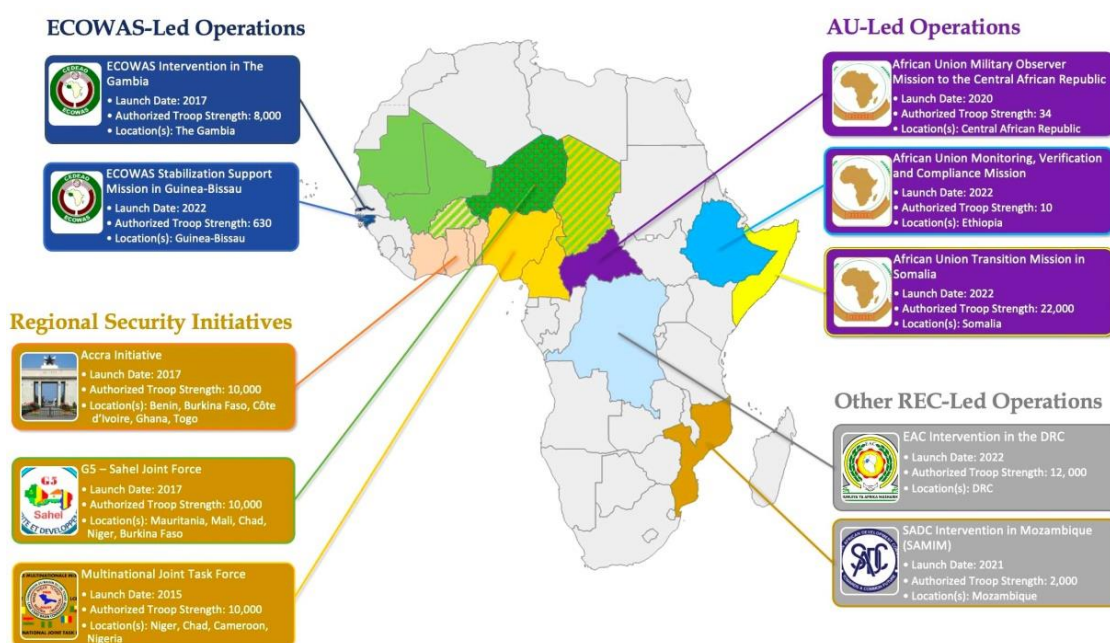
[droits de l'homme et des peuples](#) (Söderbaum & Tavares, 2011). De plus, même si l'expression « solutions africaines aux problèmes africains » semble très populaire, il n'est pas évident que « l'Afrique » puisse ou doive résoudre tous les problèmes du continent (Møller, 2009).

L'[UA](#) lance des opérations de paix lorsqu'elle est autorisée par son [Conseil de paix et de sécurité](#) composé de quinze membres. Le Conseil ne compte pas de membres permanents, mais est élu par ses cinquante-cinq États membres. La [Force africaine en attente](#) est un élément important de la structure de maintien de la paix de l'UA. En outre, le mandat initial de l'[AMISOM](#), autorisé par le [Conseil de paix et de sécurité de l'UA](#) et le [Conseil de sécurité de l'ONU](#) début 2007, était axé sur la protection du [gouvernement fédéral de transition de Somalie](#) alors qu'il prenait le pouvoir dans la capitale (Klobucista & Renwick, 2021).

Pourtant, la portée de la mission a changé au fil du temps. Ces dernières années, le mandat principal est devenu de faciliter le transfert des tâches de sécurité aux forces somaliennes tout en réduisant la menace posée par [Al-Shabaab](#) et d'autres groupes islamistes. D'un autre côté, des missions d'initiatives *ad hoc* pourraient également exister en dehors du cadre conventionnel des Nations Unies. Ainsi, la Force conjointe du [G5 Sahel](#), qui complétait la [MINUSMA](#) et comprenait des forces du [Burkina Faso](#), du [Tchad](#), du [Mali](#), de la [Mauritanie](#) et du [Niger](#), a été mandatée pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la traite des êtres humains dans la région (Klobucista & Renwick, 2021).

Les opérations de paix dirigées par l'Afrique deviennent de plus en plus importantes pour relever les défis sécuritaires du continent. [L'Architecture africaine de paix et de sécurité \(APSA\)](#), apparue à la fin des années 1990, offrait une solution hypothétique, mais encore non financée aux problèmes de sécurité de l'Afrique. Les principales raisons de la création de l'APSA étaient l'échec de l'ONU et de la communauté internationale à intervenir dans les conflits isolés en Afrique tout au long des années 1990 et la réticence de l'Organisation de l'unité africaine ([OUA](#)) à s'immiscer dans les affaires intérieures des nations souveraines (Klobucista & Renwick, 2021).

Graph 3: Opérations de paix actives dirigées par des Africains, 2023



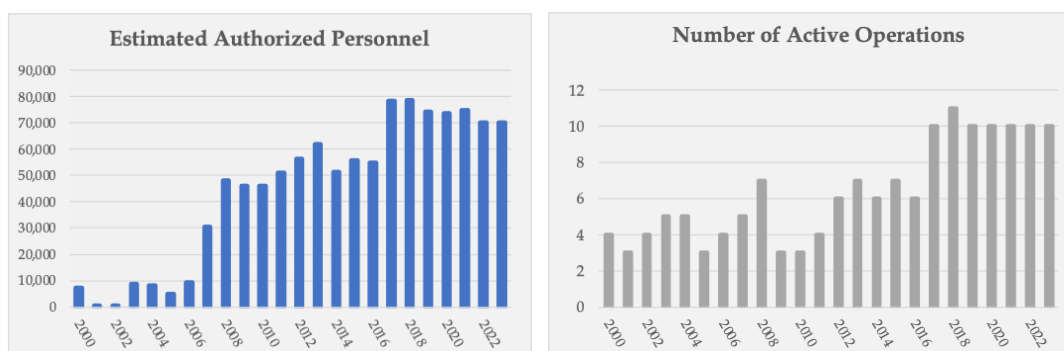
Source: [ACSS](#), Allen, 2023

Les soldats de la paix sur le terrain pourraient apporter des avantages considérables. En principe, cela correspond à moins de victimes civiles, et un plus grand nombre de soldats de la paix, en particulier des soldats de la paix plus diversifiés, est corrélé à la fois à moins de morts civiles et à moins de morts militaires. En 2017, par exemple, l'[UA](#) et les huit [communautés économiques régionales](#) (CER) d'Afrique ont autorisé quatre nouvelles opérations de paix dirigées par l'Afrique, ce qui représente le plus grand nombre d'opérations de paix au cours d'une année calendaire. L'UA et les acteurs régionaux ont ensuite supervisé 10 opérations de paix, comprenant plus de 70 000 personnels autorisés, répartis dans 17 pays africains (Klobucista & Renwick, 2021).

Néanmoins, les missions de maintien de la paix en Afrique ont été critiquées pour un large éventail de problèmes, notamment la mauvaise gestion, l'incapacité d'agir lorsque les civils sont menacés, les violations des droits de la part des soldats de maintien de la paix, les problèmes de financement et l'incapacité d'intervenir aux moments critiques. Par exemple, en septembre 2021, quelque 450 soldats de la paix [gabonais](#) ont été retirés de la République Centrafricaine ([RCA](#)) à la suite d'allégations d'abus sexuels et d'exploitation de filles. [Bangui](#) ainsi que l'[ONU](#) ont ouvert une enquête. Les soldats de la paix de l'ONU bénéficient de l'immunité contre les poursuites dans les pays où ils sont déployés, laissant à leur pays d'origine le soin d'intenter une action en justice. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles peu d'allégations ont donné lieu à des poursuites et aucune n'a abouti à une condamnation publique, même si les enquêtes de l'ONU sur de telles allégations se sont multipliées ces dernières années. Dernier point, mais non le moindre, le droit de veto des membres permanents du [Conseil de sécurité](#), qui a parfois retardé ou affaibli les mandats de maintien de la paix, comme dans la région du [Darfour](#), à l'ouest du [Soudan](#) (Klobucista & Renwick, 2021).

Mais bon nombre de ces problèmes étaient dus à des mandats trop ambitieux. Par exemple, il était irréaliste de demander à la [MONUSCO](#) de protéger tous les civils en République démocratique du Congo ([RDC](#)), compte tenu de la géographie et des difficultés de déplacement sur ce vaste terrain. De plus, en l'absence de relations productives avec les autorités locales, on ne pouvait guère s'attendre à un effort soutenu pour protéger la population civile (Klobucista & Renwick, 2021). Les capacités opérationnelles limitées ont été mal intégrées aux efforts de gestion des conflits menés par les civils. L'[UA](#) n'est pas parvenue à intervenir de manière décisive dans les principaux conflits armés africains. Afin de remplir son rôle tant recherché de principal garant de la paix et de la sécurité sur le continent, l'organisation et ses États membres doivent institutionnaliser les acquis et combler les lacunes de l'architecture de sécurité régionale actuelle (Allen, 2023).

Graph 4: Croissance des opérations de paix dirigées par l'Afrique (2000-2023)



Source: Allen, 2023; ACSS

Data Sources: [Williams 2013](#); [SIPRI](#); [Security Council Report](#); AU; ECOWAS; [Fisher and Wilen](#)

La Mission de l'Union africaine au Burundi ([AMIB](#)) a été la première opération de paix armée mandatée par l'UA. Le déploiement de l'AMIB a été autorisé en 2003, avant l'inauguration du [Conseil de paix et de sécurité](#) de l'UA (Badmus, 2015). L'AMIB a été saluée comme une mission réussie et recommandée comme modèle possible pour les futures opérations de paix en Afrique. Cependant, malgré son succès relatif, la mission manquait de leadership politique crédible et de troupes sur le terrain insuffisantes. Elle n'a pas été en mesure de remplir pleinement son mandat, même si le niveau de violence meurtrière était déjà en baisse au moment du déploiement de la mission (Badmus, 2015).

En conclusion, compte tenu également du rôle des missions de l'[UA](#) en [Somalie](#) et au [Soudan](#), l'[APSA](#) n'offre qu'une solution hypothétique, mais encore non financée aux problèmes de sécurité de l'Afrique. Il lui manquait la coopération des élites nationales, l'initiative locale et l'engagement politique international. Cela a souligné la nécessité de prendre en compte des facteurs tels que l'intégrité de l'État chef de file et des troupes pour certaines opérations de paix (Cocodia, 2017). En revanche, jusqu'à présent, les ressources et l'expérience de l'[ONU](#) l'ont rendue mieux placée pour mener des opérations de paix crédibles et efficaces en Afrique (Badmus, 2015).

Le financement externe de l'UA et des huit communautés économiques régionales ([CER](#)) au cours des 15 dernières années, provenant principalement des trois puissants acteurs extérieurs que sont l'[UE](#), les [États-Unis](#) et la [Chine](#), s'est également révélé problématique. L'UA est de loin le bénéficiaire le plus ciblé au monde. Le financement a été concentré sur quelques CER favorisées ([CEDEAO](#), [IGAD](#) et [SADC](#)), tandis que les autres CER ont reçu peu de soutien. Même si quelques donateurs ont fourni l'essentiel du financement, ils différaient considérablement en termes de domaines prioritaires et d'organisations ciblées (Stapel & Söderbaum, 2020).

En outre, l'[UA](#) a eu du mal à créer une mémoire institutionnelle de base de ses opérations de paix, sans parler d'en tirer systématiquement les leçons (Williams, 2016). L'UA ne peut pas encore agir seule. Jusqu'à présent, l'[APSA](#) n'est pas une solution africaine aux problèmes africains, mais plutôt un ensemble désordonné de réponses internationales hybrides à certains des défis de sécurité transnationaux auxquels le continent est confronté (Williams, 2016). [L'Union africaine](#) est toujours perçue comme un club de chefs d'État et de gouvernement africains, avec des [oligarques](#) qui n'ont pas été légitimement élus. Bien qu'elle partage un nom et une structure relativement similaires à ceux de [l'Union européenne](#), le contexte historique de l'UA la rend assez différente (Chigudu, 2018).

3. Missions de maintien de la paix de l'UE en ASS

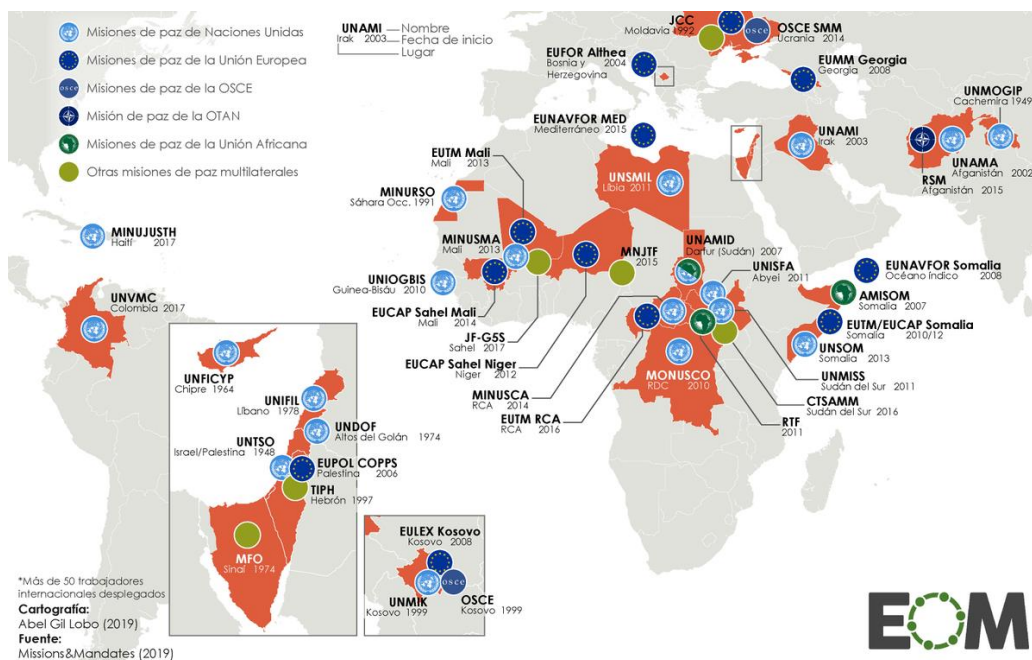
Caricature 6: Facilité européenne pour la paix, une arme non sécurisée sur la table de l'UE



Source: © investigate-europe.eu, Fotiadis & Schmidt, 2022

L'efficacité du partenariat Afrique-UE en matière de paix et de sécurité et de coopération interrégionale en matière de sécurité repose sur une dépendance mutuelle en matière de ressources, établit une convergence basée sur une interaction intensive, bénéficie de capacités (internes) accrues tirées d'une grande cohérence au sein des deux organisations régionales et agit dans le cadre d'un faciliter la résolution de conflits caractérisés par un soutien national élevé. Depuis 2003, l'UE a mené 21 missions de maintien de la paix en Afrique, majoritairement concentrées sur l'Afrique subsaharienne (voir liste détaillée, graphique 6).

Graph 5: Principales missions de maintien de la paix de l'UE en Afrique, 2019



Source: © [@elordenmundial](https://elordenmundial.com), Maps on the Web, 2021

La Facilité européenne pour la paix (FEP), un instrument de financement hors budget de l'UE créé en mars 2021, est en train de devenir le principal outil de financement de l'UE pour les activités militaires en dehors de l'UE. Mais de nombreuses décisions aux conséquences

potentiellement graves sont encore prises dans la précipitation (Fotidiadis & Schmidt, 2022). De plus, l'établissement manque toujours de contrôle parlementaire ; il n'y a pas de contrôle de la part du Parlement européen. La [guerre du Mali](#) a montré les écueils de cet instrument. Malgré les preuves d'abus graves commis par des soldats formés par l'[UE](#), elle a prolongé le mandat de la mission militaire de formation de l'Union européenne au Mali ([EUTM](#)) en mars 2020. La mission est restée active même après le [coup d'État militaire de mai 2021](#). Les développements récents après le coup d'État en différents états, au [Mali](#), au [Niger](#) et en [Guinée](#), ont mis en lumière les faiblesses de l'analyse des risques du [Service européen pour l'action extérieure](#) (SEAE). Au lieu de stabiliser la situation, le SEAE pourrait consolider la dictature et alimenter le conflit. Cela pourrait également conduire à la prolifération des armes (Fotidiadis & Schmidt, 2022).

Il existe des parallèles entre l'[UE](#) et l'[UA](#) en termes d'objectifs et, même si elles proviennent d'expériences historiques différentes, leurs aspirations sont similaires. Par exemple, les deux organisations espèrent utiliser [l'intégration régionale](#) pour promouvoir la paix, stimuler la croissance économique, parvenir à la solidarité entre leurs peuples et rehausser leur visibilité et leur statut sur la scène internationale. Tout comme l'UE a utilisé l'intégration régionale pour favoriser et promouvoir la paix grâce à une structure économique de plus en plus interdépendante, l'UA a besoin de l'intégration régionale comme outil de promotion de la paix panafricaine afin d'améliorer les perspectives de résultats économiques positifs. La réalisation la plus remarquable de l'UE a peut-être été de faire en sorte que la guerre soit une option impensable pour la résolution des conflits au sein de l'UE. Un dicton populaire le résume : « Les frontières fréquentées par le commerce ont rarement besoin de soldats » (Abdulrahman & Abraham, 2021).

La coopération interrégionale en matière de paix et de sécurité est un élément clé des relations extérieures de l'UE et est particulièrement pertinente pour les [relations Afrique-UE](#). Le partenariat Afrique-UE pour la paix et la sécurité est un domaine clé de la politique étrangère de l'UE (Plank, 2022). Il existe une relation directe entre l'UE et l'UA sous la forme de la stratégie commune Afrique-UE, comme le souligne déjà la [déclaration de Lisbonne](#) de décembre 2007 et la feuille de route commune 2014-2017. La plupart des questions abordées dans cette stratégie, y compris l'accent mis sur la paix et la sécurité, sont liées à l'agenda de [l'ONU](#). Il est donc important que l'UE et l'ONU continuent de soutenir les « solutions africaines aux problèmes africains » (Rein, 2015).

La coopération interrégionale dans les opérations de paix est capable d'atteindre ses objectifs et de réduire la violence lorsque les partenaires partagent les ressources dont ils ont besoin, développent une convergence grâce à une interaction intensive, disposent de capacités basées sur la cohérence intra-organisationnelle et agissent dans un environnement de conflit propice avec un soutien national élevé (Plank, 2022a). La coopération interrégionale dans les opérations de paix devient efficace et durable lorsqu'elle est capable d'échanger des ressources sur la base d'une dépendance mutuelle en matière de ressources et de construire une convergence sur la base d'une interaction intensive. Des conditions supplémentaires sont qu'elle bénéficie de capacités (internes) accrues résultant d'un degré élevé de cohérence au sein des deux organisations régionales et qu'elle opère dans un environnement de conflit favorable caractérisé par un fort soutien national. Prises ensemble, ces conditions augmentent la probabilité d'une efficacité interrégionale en termes d'efficacité centrée sur les cibles et sur les acteurs (Plank, 2022b).

Graph 6: Liste des 21 principales missions de maintien de la paix de l'UE en Afrique

Beginning	End	Name	Abbreviation	Alternative name	Personnel	OHQ
12 June 2003	1 September 2003	European Union Military Operation in the Democratic Republic of the Congo	EUFOR Artemis	Operation Artemis	1800 ^[5]	 Paris
12 April 2005	30 June 2007	European Union Police Mission in Kinshasa^[c]	EUPOL Kinshasa	N/A	?	?
8 June 2005	2016	European Union Security Sector Reform Mission in the Democratic Republic of the Congo^[d]	EUSEC RD Congo	N/A	?	?
18 July 2005	31 December 2007	European Union Support to African Union Mission in Sudan^[e]	AMIS EU Supporting Action	N/A	?	?
12 June 2006	30 November 2006	European Union Military Operation in the Democratic Republic of the Congo (2006)	EUFOR RD Congo	N/A	2300 ^[5]	?
1 July 2007	30 September 2014	European Union Police Mission in the Democratic Republic of the Congo^[g]	EUPOL RD Congo	N/A	?	?
12 February 2008	30 September 2010	European Union Mission in Support of Security Sector Reform in Guinea-Bissau^[h]	EUSSR Guinea-Bissau	N/A	?	?
17 March 2008	15 March 2009	European Union Military Operation in Chad and the Central African Republic	EUFOR Tchad/RCA	N/A	3700 ^[5]	?
5 November 2008	—	European Union Naval Force Somalia	EU NAVFOR Somalia	Operation Atalanta	1200 ^[5]	 ES OHQ
10 April 2010	—	European Union Training Mission in Somalia	EUTM Somalia	N/A	100 ^[5]	 MPCC
16 July 2012	—	European Union Capacity Building Mission in Somalia^[i]	EUCAP Somalia	EUCAP Nestor ^[j]	?	 CPCC
February 2013	January 2014	European Union Aviation Security Mission in South Sudan^[k]	EUAVSEC South Sudan	N/A	?	?
18 February 2013	—	European Union Training Mission in Mali	EUTM Mali	N/A	500 ^[5]	 MPCC
May 2013	—	European Union Integrated Border Assistance Mission in Libya	EUBAM Libya	N/A	?	 CPCC
10 February 2014	23 March 2015	European Union Military Operation in the Central African Republic	EUFOR RCA	N/A	600 ^[5]	?
April 2014	—	European Union Capacity Building Mission in Mali	EUCAP Sahel Mali	N/A	?	 CPCC
23 March 2015	16 July 2016	European Union Military Advisory Mission in the Central African Republic	EUMAM RCA	N/A	?	?
16 July 2016	—	European Union Training Mission in the Central African Republic	EUTM RCA	N/A	?	 MPCC
			EUMCAP	N/A	40	?
16 July 2012	—	European Union Capacity Building Mission in Somalia^[i]	EUCAP Somalia	EUCAP Nestor ^[j]	?	 CPCC
April 2014	—	European Union Capacity Building Mission in Mali	EUCAP Sahel Mali	N/A	?	 CPCC
20 February 2023	—	European Union Military Partnership Mission in Niger^[21]	EUMPM Niger	N/A	?	?

4. Comparaison de l'efficacité du maintien de la paix de l'UA et de l'UE

Caricature 7: [L'armée rwandaise](#), est-elle en train de devenir le [Wagner](#) de la [France](#) et de l'[UE](#) ?



Source: © [Jamboneur](#), Norman Ishimwe, 14 Février 2022

L'évaluation des missions de [maintien de la paix](#) est une tâche difficile. Premièrement, parce que la frontière entre maintenir et imposer la paix est floue et contestée. Selon le feu Secrétaire général de l'ONU [Boutros Boutros-Ghali](#), la logique du maintien de la paix, qui est généralement non armé ou légèrement armé et utilise un minimum de force, trouve son origine dans des prémisses politiques et militaires très différentes de celles de [l'imposition militaire de la paix](#). La dynamique de ces dernières est incompatible avec le processus politique que le maintien de la paix est censé faciliter (Stopford, 1996). Deuxièmement, les méthodes utilisées pour évaluer l'efficacité des missions de maintien de la paix sont très contestées. Des critères tels que limiter les conflits armés et promouvoir la résolution des conflits peuvent sembler raisonnables, mais ils sont trop vagues. Ils pourraient conduire à des conclusions sur le maintien de la paix qui sont à la fois injustement positives et injustement (et le plus souvent) négatives (Johansen, 1994). Par conséquent, les évaluations ne doivent pas mesurer le maintien de la paix par rapport à un état de paix idéal (par exemple, pas de conflit armé après le déploiement) ou à une forme idéale de résolution de conflit (par exemple, règlement d'animosités de longue date). Ils devraient plutôt évaluer l'effet des forces de maintien de la paix sur la population locale affectée et le comparer aux résultats estimés d'une activité d'équilibre des pouvoirs sans même une modeste présence de maintien de la paix (Johansen, 1994). En outre, le contexte dans lequel les opérations de paix sont évaluées est un élément crucial qui doit être pris en compte dans toute évaluation. En conséquence, une dépendance excessive à l'égard de mesures quantitatives de l'efficacité peut entraver une évaluation efficace des opérations. Comprendre les opérations de paix nous en apprendra plus que les mesurer (Carvalho & Aune, 2010).

De plus, les objectifs des missions de maintien de la paix ont évolué et se sont adaptés au fil du temps. L'[ONU](#), par exemple, s'est de plus en plus engagée dans la consolidation de la paix dans des sociétés déchirées par la guerre. Ainsi, en 2000, les [opérations de paix de l'ONU](#) impliquaient officiellement trois activités principales : la prévention des conflits et l'imposition de la paix ; maintien de la paix ; et la consolidation de la paix (Sens, 2004). En outre, le rôle des femmes et l'égalité des sexes sont de plus en plus pris en compte dans les activités de maintien de la paix (Whittington, 2002).

Les facteurs suivants nuisent à l'efficacité des missions de maintien de la paix en général. Premièrement, l'héritage du [colonialisme](#), avec ses effets dévastateurs sur l'Afrique, notamment les frontières artificielles tracées entre les différents groupes ethniques. Deuxièmement, le manque de volonté politique et d'engagement de la part de la communauté internationale. Troisièmement, le manque de ressources budgétaires de la part des États membres qui ne respectent pas leurs engagements. Quatrièmement, le soutien régional et international unilatéral aux parties en guerre, qui a alimenté les conflits et les [guerres par procuration](#) (Barzani & Barzani, 2022).

Cela étant dit, une comparaison quantitative directe de l'efficacité et de l'impact des missions de maintien de la paix de l'UA et de l'UE est difficilement possible. Chaque opération a ses propres caractéristiques qualitatives. Il existe des missions de maintien de la paix de l'[UA](#) et de l'[UE](#) qui sont considérées au niveau international comme relativement réussies, comme la Mission de l'UA au Burundi ([AMIB](#)), et d'autres qui ont été des échecs complets, comme la [mission de l'ONU au Rwanda](#). En général, les opérations de l'UE auraient pu être mieux financées et mieux équipées que les véritables opérations de l'UA.

Cependant, en ce qui concerne la mise en œuvre de stratégies contre les violations des [droits de l'homme](#), une comparaison du travail de la [Cour africaine de justice de l'UA](#) et du [Conseil de l'Europe](#), y compris la [Cour européenne des droits de l'homme](#), montre que l'UA est à la traîne. Bien que la [Charte africaine des droits de l'homme et des peuples](#) ait déjà été établie en 1986, l'UA est encore à la traîne lorsqu'il s'agit d'aborder les questions liées aux droits de l'homme. Les États membres de l'UA ne respectent souvent la Charte que dans la mesure où elle n'interfère pas avec leur liberté de faire ce qu'ils veulent sans risquer des sanctions ou une suspension de la part de leurs organisations membres. Cela a été démontré, par exemple, par le retrait répété des États membres africains de la Charte pour faire respecter son précieux principe de [non-ingérence](#) lorsque des individus ou des ONG ont tenté d'accéder directement à la Cour africaine (Maposa, 2021).

5. Conclusion

Caricature 8: Quel est le sens du droit international et européen ?



Source: © [Faro](#) ⁴

Rédaction [edcuadroit](#) (2020) , Livret No. 8, [edcuadroit.fr](#)

Les missions de [maintien de la paix](#) jouent un rôle crucial dans le maintien de la stabilité et de la sécurité dans les régions sujettes aux conflits, notamment en [Afrique subsaharienne](#). L'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) se sont toutes deux engagées dans des efforts de maintien de la paix dans la région. En conclusion, l'analyse comparative ci-dessus examine la performance de ces deux organisations en Afrique subsaharienne, mettant en évidence leurs forces et leurs faiblesses, en se concentrant sur les huit domaines clé suivants.

(1) Mandat et cadre juridique

L'UE mène des missions de maintien de la paix dans le cadre de sa [politique de sécurité et de défense commune](#) (PSDC). Il collabore souvent avec d'autres organisations internationales, comme les Nations Unies. L'UA mène des missions de maintien de la paix sous l'égide de son [Conseil de paix et de sécurité](#) (CPS) et conformément à l'Architecture africaine de paix et de sécurité ([APSA](#)).

(2) Portée géographique

L'UE a mené des missions de maintien de la paix dans divers pays du monde, notamment dans des pays d'Afrique subsaharienne, par exemple au [Mali](#), la [République Centrafricaine](#) et la [Somalie](#). L'UA se concentre principalement sur les conflits sur le continent africain, notamment en [Somalie](#), au [Soudan](#), au [Soudan du Sud](#) et en [République démocratique du Congo](#).

(3) Financement et ressources

L'UE dispose généralement de plus de ressources financières et d'un accès à des technologies militaires avancées. Il peut mobiliser des fonds substantiels pour les missions de maintien de la paix. L'UA est souvent confrontée à des contraintes de ressources et dépend fortement de financements extérieurs, principalement de l'[ONU](#) et d'autres partenaires internationaux.

⁴ [Faro \(France\)](#) : Dessinateur français résidant en Espagne, Faro a commencé sa carrière dans la presse sportive au sein du groupe *Actufoot*, pour les *Cahiers du football*, *l'Équipe Mag*, *France Football*, etc. Il participe également à des titres plus généralistes (*Nice Matin*), économiques (journaux du groupe *ForumEco*) ou satiriques (*Vigousse* (Suisse), *Bakchich hebdo*). Il intervient aussi sur l'Équipe TV. Faro a aussi à son actif de nombreuses bandes-dessinées tant comme auteur que comme dessinateur et coloriste. Il est l'auteur, avec Marie-Ève Malouines de la BD *Moi président* relatant les coulisses de la vie quotidienne du président François Hollande, à l'Élysée. Il a récemment été à l'origine de l'ouvrage « DÉGAGE ».

(4) Efficacité et impact

Les missions de maintien de la paix de l'UE se caractérisent par une approche multidimensionnelle, comprenant des efforts militaires, diplomatiques et humanitaires. Cette approche a contribué à parvenir à la stabilité dans certaines régions. L'efficacité de l'UA varie selon les missions. Si ses missions au Burundi ([AMIB](#)), en Somalie ([AMISOM](#)) et au Soudan ([MINUAD](#)) ont connu un certain succès, des défis persistent dans d'autres régions, comme en République démocratique du Congo ([RDC](#)).

(5) Appropriation régionale et légitimité

Les interventions de l'UE sont parfois critiquées pour leur manque d'appropriation et de légitimité au niveau régional. Son implication dans les conflits est souvent considérée comme influencée par des intérêts extérieurs, notamment ceux des anciennes puissances coloniales, de la [Grande-Bretagne](#) et de la [France](#). L'UA, en tant qu'organisation africaine, jouit d'une plus grande appropriation et légitimité au niveau régional, ce qui peut renforcer l'acceptation de ses missions de maintien de la paix par les populations locales.

(6) Coordination and Coopération

L'UE collabore souvent avec d'autres acteurs internationaux, tels que l'[ONU](#), ce qui peut conduire à une coordination efficace, mais aussi à des complexités bureaucratiques. L'UA met l'accent sur les solutions africaines aux problèmes africains, en promouvant la coopération entre les États africains. Cela peut renforcer la cohésion mais peut limiter le soutien extérieur.

(7) Guerres par procuration

Ces dernières années, le recours à des mercenaires privés, comme le [groupe russe Wagner](#), par des États défaillants, notamment le [Mali](#), la [République centrafricaine](#) et le [Mozambique](#), pour offrir la sécurité aux régimes en échange du transfert de contrats d'exploitation de diamants et d'or à des entreprises russes, a soulevé la question de savoir si c'est le début d'une nouvelle zone de [guerre par procuration](#) en [Afrique subsaharienne](#). Wagner a entretenu des relations d'exploitation avec plusieurs gouvernements africains, échangeant des services militaires et de sécurité contre des concessions minières et un accès politique. Mais le groupe s'intéresse peu au véritable renforcement des capacités, cherchant plutôt à capitaliser et à profiter de l'insécurité (Faulkner, 2022). Cependant, la stratégie consistant à embaucher des mercenaires privés pour effectuer le « sale boulot » n'a rien de nouveau. Les [États-Unis](#) ont déjà engagé d'anciens soldats des [Navy Seals](#) pour des sociétés militaires privées telles que [Blackwater](#), fortement impliquées dans les atrocités de la [guerre en Irak](#) en 2007 (Forestier, 2018). L'utilisation de criminels condamnés comme soldats jetables érode à la fois les pratiques pénales et les règles de la guerre. Mais l'échange de sécurité contre des minerais n'est généralement pas le modèle universel de Wagner en Afrique subsaharienne (Oxford Analytica, 2023).

L'utilisation de mercenaires en Afrique subsaharienne n'est pas non plus réservée aux entreprises privées. Par exemple, lorsque [l'armée mozambicaine](#) n'a plus eu le contrôle de la majeure partie de la [province de Cabo Delgado](#), tombée aux mains des [djihadistes](#), le président mozambicain [Filipe Nyusi](#), poussé à agir par ses partenaires économiques, principalement la [France](#), a été invité à faire appel à son homologue rwandais pour obtenir de l'aide. L'intervention a été motivée par l'intérêt particulier des multinationales, notamment [TotalEnergies](#), la compagnie pétrolière française qui pourrait faire du Mozambique le quatrième exportateur mondial de [gaz liquéfié](#), et le premier en Afrique. TotalEnergies s'est engagé à investir 20 milliards de dollars dans ce projet, le plus gros investissement privé français jamais réalisé sur le continent africain. Le président rwandais [Paul Kagame](#) était prêt à intervenir, mais souhaitait s'assurer le soutien européen. [Emmanuel Macron](#) et le Premier

ministre portugais [Antonio Costa](#) avaient assuré en 2021 qu'ils soutiendraient cette démarche, même si certains membres de l'[UE](#) avaient des doutes sur le niveau de financement, perçu comme trop élevé, tandis que d'autres avaient des doutes sur l'éthique. Le [Rwanda](#) a envoyé un premier contingent de 1 000 soldats et policiers début juillet 2021. Depuis, les troupes rwandaises combattent aux côtés de l'armée mozambicaine et d'une force multilatérale des pays de la [SADC](#) (Ishimwe, 2022). Même si la décision européenne de soutenir une intervention armée dans la [province de Cabo Delgado](#) pour lutter contre le terrorisme était justifiée, le choix du [Rwanda](#) comme partenaire en matière de sécurité était controversé. Les institutions européennes, sous l'impulsion de la France et de l'ancienne puissance coloniale portugaise, ont financé l'armée rwandaise, que la [Commission européenne pour l'action extérieure](#) accusait de graves violations des droits de l'homme, de recours excessif à la force, de morts suspectes en détention, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées (Ishimwe, 2022). Depuis décembre 2020, le Rwanda sert également de contrepoids pour empêcher les Russes de monopoliser les richesses et l'influence en [Centrafrique](#). Depuis lors, le Rwanda agit comme une sorte de mandataire français en RCA. Apparemment, la stratégie de diplomatie sécuritaire de Kagame a porté ses fruits. Au cours des 20 dernières années, le Rwanda a fait de son armée le moteur de sa diplomatie. C'est le quatrième contributeur aux forces de maintien de la paix de l'ONU, et le premier en termes de nombre de soldats par habitant (Ishimwe, 2022).

(8) Défis et critiques

L'UE est confrontée à des défis liés aux intérêts nationaux divergents de ses États membres et à l'absence de force militaire permanente. L'UA est confrontée à des défis liés aux contraintes de ressources, aux difficultés logistiques et aux divisions politiques entre les États membres.

En bref, l'UE et l'UA ont joué un rôle important dans les missions de maintien de la paix en [Afrique subsaharienne](#). Alors que l'UE bénéficie de ressources plus importantes et de partenariats internationaux, l'UA jouit d'une légitimité et d'une appropriation régionale. L'efficacité de chaque organisation varie en fonction de la mission et du contexte spécifiques. Une coopération plus étroite entre les deux organisations et la résolution de leurs problèmes respectifs seront cruciales à l'avenir pour améliorer les efforts de maintien de la paix.

Quant à la [France](#), elle doit de plus en plus rivaliser avec d'autres fournisseurs mondiaux de « sécurité » militaire. Non seulement avec sa rivale de l'époque coloniale, la [Grande-Bretagne](#), et la fracture entre [l'Afrique anglophone](#) et [francophone](#), mais aussi avec la [Russie](#) et, dans une moindre mesure, avec la [Turquie](#). La France étant chassée des dictatures militaires du [Sahel](#) ouest-africain, son intérêt à participer à des missions de paix en Afrique subsaharienne pourrait également décliner. La France était une importante contributeur de troupes. D'un autre côté, l'intérêt de l'[UA](#) pour des interventions militaires autodéterminées, de préférence financées par des donateurs extérieurs, augmente. Cependant, la [crise du Sahel](#) en 2023 ainsi que la [guerre de 2023 au Soudan](#) ont montré que la [CEDEAO](#) et l'[UA](#) ont aujourd'hui du mal à agir envers les « fauteurs de troubles ». Enfin, compte tenu du [populisme](#) toujours croissant au sein de l'[UE](#), il devient de plus en plus improbable qu'elle continue à s'engager dans des missions de paix en Afrique comme elle l'a fait jusqu'à présent, car, par exemple, les [États de Visegrád](#) ne sont pas les seuls à résister de débloquent des fonds à cet effet, étant donné le poids exceptionnellement élevé des dépenses militaires pour soutenir [l'Ukraine](#).

Quant aux intérêts politiques et économiques de [Paris](#) dans sa pré-carré sub-saharienne, le réseau trouble de [Françafrique](#), déclaré mort à plusieurs reprises, est toujours bien vivant. [L'Afrique francophone](#) a été dominée jusqu'à présent par les répercussions politiques, économiques et culturelles de la domination coloniale française (Kohnert, 2022). Un

instrument majeur pour affirmer les intérêts de la France était le maintien d'une politique monétaire et d'une monnaie commune, le [franc CFA](#). Même si cela suscite de plus en plus de mécontentement des hommes politiques et des économistes africains, qui voulaient le remplacer par une monnaie ouest-africaine (« l' [eco](#) »), l'intérêt de la France prévaut toujours, grâce au réseau social des dirigeants politiques français et africains, les « [messieurs Afrique](#) » qui bénéficient du système. Les discussions internationales controversées se concentrent sur les questions de souveraineté et les questions politiques et économiques formelles. Cependant, les règles du [secteur informel](#) se sont révélées au moins aussi cruciales dans la structuration de la [zone CFA](#) que les institutions et politiques du secteur économique formel, y compris ses institutions monétaires. Pendant des décennies, par exemple, les prix des importations françaises ont été surévalués, en raison de la protection offerte par l'aide liée et d'autres barrières non-tarifaires politiques et culturelles au commerce. Le coût de cette [recherche de rente](#) a été supporté non seulement par le [Trésor public](#) de la France, qui garantit l'ancrage, mais aussi par les contribuables français et européens, qui ont financé les plans de sauvetage budgétaires et l'aide au développement, et enfin, mais non des moindres, par les pays membres africains et couches sociales les plus pauvres. Même si cela ne s'applique à proprement parler qu'à la zone CFA, de nombreux indicateurs montrent que les choses n'ont pas beaucoup changé depuis pour [l'Afrique francophone](#) en général. Les répercussions de la [recherche de rente](#) en Afrique francophone ont jusqu'à présent un impact négatif sur les performances économiques. Par exemple, les niveaux de croissance sont nettement inférieurs depuis deux décennies à ceux des concurrents anglophones (Kohnert, 2022; 2022a).

Bibliographie

- Abdulrahman, A., & Abraham, M. P.** (2021). [Comparative analysis of African Union \(AU\) and European Union \(EU\): Challenges and prospects](#). *International Journal of Peace and Conflict Studies*, vol. 3(1), pp. 49-57
- Allen, Nate D.F.** (2023): [African-led peace operations: A crucial tool for peace and security](#). Washington, D.C.: [Africa Center for Strategic Studies](#), 9 August 2023
- Badmus, Isiaka A.** (2015): [The African Union's role in peacekeeping. Building on lessons learned from security operations](#). Palgrave Macmillan, 277 p.
- Barzani, Barzan & Niyaz Barzani** (2022): [Evaluating the UN peacekeeping operations in Africa: A qualitative analysis of four peacekeeping missions in Africa](#). *International Journal of Legal Research*, vol. 2 (4), pp. 1-351
- Carvalho, Benjamin de & Ingrid J. Aune** (2010): [Assessing complex peace operations - Some considerations of methodology and procedure](#). Oslo: NUPI Working Paper 782, pp. 1-27
- Chigudu, Daniel** (2018) : [In managing peace and security conundrums of African states the African Union grips or drips? A case study of selected countries](#). *African Renaissance*, vol. 15, (No. 4), December 2018, pp. 99 – 117
- Cocodia, Jude** (2017): [Peacekeeping and the African Union: Building negative peace](#). London: Routledge; 236 p.
- Dell, Gillian** (2006) : [Anti-corruption conventions in Africa](#). Berlin : Transparency International (TI), 130 p.
- DW** (2023): [African leaders urge Putin to consider Ukraine peace plan](#). *Deutsche Welle* (DW), 28 July 2023 (n.a.)
- Editorial** (Addis) *Fortune* (2023): [An African paradox: Mediating foreign wars while ignoring homegrown turmoils](#). (*Addis Fortune*), 20 May 2023, vol. 24 , No. 1203 (n. a., n.p.)
- Faulkner, Christopher** (2022): [Undermining democracy and exploiting clients: The Wagner Group's nefarious activities in Africa](#). In: Cruickshank, Paul & Kristina Hummel (eds.): *CTC Sentinel*. New York: West Point Combating Terrorism Center, vol. 15 (6), pp. 28-37
- Forestier, Patrick** (2018) : [Centrafrique : comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France](#). *Le Point Afrique*, 15 December 2018
- Fotidiadis, Apostolis & Nico Schmidt** (2022): [The European Peace Facility, an unsecured gun on EU's table](#). *Investigate Europe*, 29 March 2022
- Freire, Maria Raquel & Paula Duarte Lopes & Daniela Nascimento** (2016): [Responsibility to protect' and the African Union: Assessing the AU's capacity to respond to regional complex humanitarian and political emergencies](#). *African Security Review*, vol. 25(3), pp. 223-241
- Fotidiadis, Apostolis & Nico Schmidt** (2022) : [The European Peace Facility, an unsecured gun on EU's table](#). *Investigate Europe*, 29 March 2022
- Hardt, Heidi** (2009): [Rapid response or evasive action? Regional organization responses to peace operation demands](#). *European Security*, vol. 18(4), pp. 383-415
- Ishimwe, Norman** (2022): [Is the Rwandan army becoming the Wagner of France and Europe?](#) *Jambonews*, Brussels, 26 August 2022
- Johansen, Robert C.** (1994): [Review of: U. N. peacekeeping: How should we measure success?](#) by Paul F. Diehl. *Mershon International Studies Review*, vol. 38 (2), pp. 307-31
- Kirtov, Viktor** (2017) : [Homo Europaeus : existe-t-il une culture européenne ? Le Traité de Rome 60 ans après !](#) 29 March 2017
- Klobucista, Claire & Danielle Renwick** (2021) : [The role of peacekeeping in Africa](#). New York: Council on Foreign Relations, 5 October 2021
- Kohnert, Dirk** (2009): [New nationalism and development in Africa - review article](#). *Africa Spectrum*, vol. 44 (2009) 1: 111-123
- Kohnert, Dirk** (2022): [Francophonie in sub-Saharan Africa: Post-colonial dependence or self-determination?](#) *MPRA WP No. 115625*
- Kohnert, Dirk** (2022a): [French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest? MPRA paper 112024, SSRN WP 4037625](#)
- Kohnert, Dirk** (2022b): [The impact of Russian presence in Africa](#). *MPRA paper*, No. 112564

- Kohnert**, Dirk (2022c): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). SSRN No. 4122565
- Kohnert**, Dirk (2022d): [‘Enlightened’ West African dictatorships challenged by state capture ? Insights from Benin, Togo and Senegal](#). MPRA WP, No. 114934
- Maposa**, Primerose (2021): [International organizations in implementing strategies against human rights violations. A comparative analysis of the work of the African Union and the Council of Europe](#). M.A. thesis, 67 p.
- Møller**, Bjørn (2009): [The African Union as a security actor: African solutions to African problems?](#) *Crisis States Research Centre working papers series*, vol. 2 (57). London School of Economics and Political Science, 28 p.
- Muzaffar**, Chandra (2023) : [Niger: A coup against French control and dominance](#). *Counter Currents*, Kerala, India, 10 August 2023
- Nzuki**, Catherine (2023): [Africa’s Peace Delegation: A New Chapter for Africa and the Ukraine War](#). CSIS, 16 June 2023
- Oxford Analytica** (2021): [Mali may use threat of greater Russian influence again](#). *Expert Briefings*. 28 September 2021
- Oxford Analytica** (2023): [Russia's Wagner Group emerges into a political role](#). *Expert Briefings*, 22 February 2023
- Plank**, Friedrich (2022): [Evaluating the Africa-EU partnership on peace and security: Interregional cooperation in peace operations](#). Palgrave Macmillan; 303 p.
- Plank**, Friedrich (2022a). [Introduction: Evaluating the Africa-EU Partnership on peace and security](#). In: Friedrich Plank: *Evaluating the Africa-EU Partnership on Peace and Security. The European Union in International Affairs*. Palgrave Macmillan, Cham. pp 1–20
- Plank**, Friedrich (2022b): [Conclusions: Cross-Case Comparison, Theoretical Reflections, and Policy Recommendations](#). In: *Evaluating the Africa-EU Partnership on Peace and Security. The European Union in International Affairs*. London: Palgrave Macmillan, Cham, pp 233–257
- Reynolds**, Brandan (2023): [Diplomatic deference](#). *Sunday Times*, Johannesburg, 30 July 2023
- Rédaction- edcuadroit** (2020) : [Le droit international et le droit européen c’est quoi?](#) Livret No. 8, [edcuadroit.fr](#) , (n.a.)
- Rein**, Conrad (2015) [The EU and peacekeeping in Africa: the case of AMISOM](#), *Global Affairs*, vol 1 (2), pp. 193-204
- Sens**, A.G. (2004). [From peace-keeping to peace-building: The United Nations and the challenge of intrastate war](#). In: Price, R.M., Zacher, M.W. (eds): *The United Nations and Global Security*. Palgrave Macmillan, New York, pp. 141–160
- Söderbaum**, Fredrik & Rodrigo **Tavares** (eds.) (2011): [Regional Organizations in African security](#). London: Routledge, 160 p.
- Stapel**, S. & F. **Söderbaum** (2020): [Mapping and problematising external funding to the African Union and the regional economic communities](#). In: Ulf Engel, Frank Mattheis, S. Stapel, F. Söderbaum (eds.): *The Finances of Regional Organisations in the Global South: Follow the Money*. London: Routledge, pp. 112-125
- Stopford**, Michael (1996): [Peace-keeping or peace-enforcement: Stark choices for grey areas](#). *University of Detroit Mercy Law Review*, vol. 73 (3), pp. 497ff
- Whittington**, Sherrill (2002): [Peace-keeping operations and gender equality in post-conflict reconstruction](#). EU-LAC Conference on the “Role of Women in Peace-keeping Operations”, Chile, 4-5 November 2002, pp. 1-14
- Williams**, Paul D. (2016): [Book-review of: The African Union's Role in Peacekeeping: Building on Lessons Learned from Security Operations by Isiaka A. Badmus](#), New York: Palgrave-Macmillan, 2015. *Journal of Modern African Studies*, vol. 54 (3), pp. 540-542
- Williams**, Paul D. & Arthur **Boutellis** (2014): [Partnership peacekeeping: Challenges and opportunities in the United Nations–African Union relationship](#), *African Affairs*, vol. 113, Issue 451, April 2014, pp. 254–278

Abstract: *[Comparative Analysis of the Performance of EU and AU Peacekeeping Missions in Sub-Saharan Africa]* - Africa is plagued by some of the most brutal and violent conflicts in the world. Peacekeeping missions play a crucial role in maintaining stability and security in conflict-prone regions, particularly in sub-Saharan Africa. Both the European Union (EU) and the African Union (AU) are involved in peacekeeping operations in the region. The AU conducts peacekeeping missions through its Peace and Security Council (PSC) and in line with the African Peace and Security Architecture (APSA). Numerous international partnerships are at the heart of the APSA, but the AU cannot yet stand alone. However, the AU has the advantage over the EU and NATO in that it allows majority voting, making the decision-making process more flexible. The reasons for intervention are often unclear, although they often include both narrow national self-interest and humanitarian intervention. Africa's regional and sub-regional security organisations have often been more concerned with 'enhancing the sovereignty' of nation states than with the responsibility to protect. The AU's operational capacity is limited, it is poorly integrated into civilian-led conflict management efforts, and it has failed to intervene decisively in the continent's current major armed conflicts. The AU's ability to stop conflicts in Africa has produced mixed results at best. So far, the APSA is not an African solution to African problems, but rather a messy series of hybrid, international responses to some of the continent's transnational security challenges. Moreover, the AU has struggled to create a basic institutional memory of its peace operations, let alone systematically distil lessons learned. In addition to the AU, the EU is also involved in interregional cooperation for peace and security in Africa. There is a direct relationship between the EU and the AU in the form of the Joint Africa-EU Strategy. The EU has conducted peacekeeping missions under its Common Security and Defence Policy (CSDP), often in cooperation with other international organisations such as the United Nations. Examples of EU peacekeeping missions in Africa include Mali, the Central African Republic and Somalia. While the EU benefits from greater resources and international partnerships, the AU enjoys regional legitimacy and ownership. However, it is important that the EU and the UN continue to promote 'African solutions to African problems'. However, the European Peace Facility (EPF), established in March 2021, is more likely to be an unsecured weapon on the EU table. It is becoming the EU's main funding instrument for military activities outside the EU. It was first used to support the African Union and Mozambique. But many decisions with potentially serious consequences are being taken hastily. Instead of stabilising situations, the EPF could entrench dictatorships and fuel conflicts, especially when used in Africa.

Zusammenfassung: *[Vergleichende Analyse der Performanz von Friedensmissionen der EU und der AU in Subsahara-Afrika]* – Afrika wird von einigen der brutalsten und gewalttätigsten Konflikte der Welt heimgesucht. Friedensmissionen spielen eine entscheidende Rolle bei der Aufrechterhaltung von Stabilität und Sicherheit in konfliktgefährdeten Regionen, insbesondere in Afrika südlich der Sahara. Sowohl die Europäische Union (EU) als auch die Afrikanische Union (AU) engagieren sich in friedenserhaltenden Bemühungen in der Region. Die AU führt Friedensmissionen im Rahmen ihres Friedens- und Sicherheitsrats (PSC) und im Einklang mit der Afrikanischen Friedens- und Sicherheitsarchitektur (APSA) durch. Zahlreiche internationale Partnerschaften sind das Herzstück der APSA, die AU kann jedoch noch nicht allein bestehen. Allerdings hat die AU im Vergleich zu EU und NATO den Vorteil, dass sie Mehrheitsentscheidungen ermöglicht und damit den Entscheidungsprozess flexibler macht. Die Gründe für ein Eingreifen sind oft unklar, obwohl es sich dabei oft sowohl um engstirnige nationale Eigeninteressen als auch um humanitäre Interventionen handelt. Den regionalen und subregionalen Sicherheitsorganisationen Afrikas ging es oft mehr um die ‚Stärkung der Souveränität‘ von Nationalstaaten als um die Schutzverantwortung. Die operativen Fähigkeiten der AU sind begrenzt, sie sind schlecht in zivil geführte Konfliktbewältigungsbemühungen integriert und es ist der AU nicht gelungen, entschieden in die derzeit bedeutendsten bewaffneten Konflikte des Kontinents einzugreifen. Die Fähigkeit der AU, Konflikte in Afrika zu stoppen, hat bestenfalls zu gemischten Ergebnissen geführt. Bislang ist die APSA keine afrikanische Lösung für afrikanische Probleme, sondern eher eine chaotische Reihe hybrider, internationaler Antworten auf einige transnationale Sicherheitsherausforderungen, mit denen der Kontinent konfrontiert ist. Darüber hinaus hatte die AU Mühe, ein grundlegendes institutionelles Gedächtnis über ihre Friedenseinsätze zu schaffen, geschweige denn, die daraus gewonnenen Erkenntnisse systematisch zu destillieren. Neben der AU ist auch die EU in der interregionalen Zusammenarbeit für Frieden und Sicherheit in Afrika engagiert. Zwischen der EU und der AU besteht eine direkte Beziehung in Form der Gemeinsamen Afrika-EU-Strategie. Die EU führte im Rahmen ihrer Gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik (GSVP) Friedensmissionen durch und arbeitete dabei häufig mit anderen internationalen Organisationen wie den Vereinten Nationen zusammen. Beispiele für EU-Friedensmissionen in Afrika sind Mali, die Zentralafrikanische Republik und Somalia. Während die EU von größeren Ressourcen und internationalen Partnerschaften profitiert, verfügt die AU über regionale Legitimität und Eigenverantwortung. Dennoch ist es wichtig, dass die EU und die Vereinten Nationen weiterhin ‚afrikanische Lösungen für afrikanische Probleme‘ fördern. Die im März 2021 eingerichtete Europäische Friedensfazilität (EPF) dürfte jedoch eher eine ungesicherte Waffe auf dem Tisch der EU sein. Sie entwickelt sich zum wichtigsten Finanzierungsinstrument der EU für militärische Aktivitäten außerhalb der EU. Sie wurde als erstes zur Unterstützung der Afrikanischen Union und Mosambiks eingesetzt. Doch viele Entscheidungen mit möglicherweise schwerwiegenden Folgen werden dort überstürzt getroffen. Anstatt Situationen zu stabilisieren, könnte EPF Diktaturen verfestigen und Konflikte schüren, insbesondere wenn sie in Afrika eingesetzt wird.